Thème du webinaire (rédigé).

Le développement rural a rarement été une priorité pour les gouvernements de la République Démocratique du Congo. Mais cela pourrait être sur le point de changer. L'administration du président Félix Tshisekedi a tourné son attention vers l’arrière-pays dans un nouveau plan, annoncé au mois de janvier. Le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) est un plan bien plus ambitieux pour le secteur rural que tout autre proposé par le régime précédent. Il prévoit le déploiement de centrales solaires, de réparations de routes, de tracteurs et d'autres équipements agricoles dans chaque territoire rural, la construction de centaines de nouvelles écoles et de centres de santé, l'installation de milliers d'entreprises et de forages et la création d'une myriade de nouveaux emplois. Et le gouvernement dit que tout cela pourrait arriver rapidement. Le plan prévoit que la majeure partie du budget de 1,6 milliard de dollars proviendra des ressources propres du Congo et sera dépensée au cours des deux prochaines années. Ce serait certainement un changement radical dans le développement du pays. L'initiative rurale la plus connue de l'ancien président Joseph Kabila - un plan de parcs agro-industriels - a coûté à la RDC 100 millions de dollars sur quatre ans et a abouti à une ferme, de quelques milliers d'hectares, qui a été abandonnée après trois récoltes.

De nombreux détails du nouveau plan sont indécis et feront l'objet de débats. Une consultation publique est envisagée dans les prochains mois. En guise de contribution à ce débat, nous, soussignés, invitons les praticiens du développement, les chercheurs, les acteurs de la société civile et les politiciens à nous rejoindre dans un webinaire sur les implications du PDL 145T, en particulier pour les millions de citoyens directement touchés par les conflits dans l'est du pays. Nous pensons que le PDL pourrait aider à développer et à stabiliser l'est de la RDC, si les planificateurs tirent les leçons des programmes précédents. S'ils ne le font pas, beaucoup plus d'argent pourrait être gaspillé. Nous pensons aussi que parmi les nombreuses nouveautés de ce plan pourrait figurer une véritable tentative d'aménagement du territoire, comme le pays n’en a pas connu depuis longtemps. Cela nous semble être l’un de ses nombreux atouts.

Selon un projet de plan qui semble avoir été élaboré à la fin de l’année dernière, mais qui n’est disponible sur aucun siteweb gouvernmental – (nous l’avons trouvé sur les réseaux sociaux) - le PDL-145T a les objectifs suivants:

1. Améliorer l’accès des populations rurales aux infrastructures et aux services socio-économiques de base

2. Promouvoir le développement des économies rurales, à travers notamment la promotion de l’entrepreneuriat rural, le renforcement de la productivité agricole, la valorisation de la production agricole et l'amélioration de l'accès des entrepreneurs ruraux aux services financiers

3. Renforcer les capacités de gestion du développement local

4. Développer un système de suivi-evaluation géo-référencé

Les reportages médiatiques sur le plan se concentrent principalement sur la première composante, et un avis à manifestation d’interêt adressé par le PNUD aux bureaux/cabinets d’études suggère qu’actuellement la deuxième composante n’est pas prévue. Mais les rapports de la société civile indiquent que le deuxième volet pourrait être en cours dans certains endroits. Donc tous les éléments du projet de plan sont pris en compte dans ce document.

Les objectifs de la composante 1, qui représentent 70% du budget, sont de :

i. Reconstruire, réhabiliter ou entretenir 38 936 km de routes de desserte rurales (coûté à 207 890 000 $)

ii. Construire ou rehabiliter 444 ponts, bacs et dalots renforcés (24 231 000 $)

iii. Construire 418 centrales solaires (104 500 000 $)

iv. Fournir un éclairage public à énergie solaire sur 471 km (1 à 3 km par rue) (47 100 000 $)

v. Forer 3 071 forages (plus ou moins 150 m de profondeur) avec pompes intégrées (76 775 000 $)

vi. Installer ou améliorer 447 sources d'eau (4 744 905 $)

vii. Construire 238 marchés modernes avec des espaces de vie (84 490 000 $) [[1]](#footnote-1)

viii. Construire un bâtiment administratif dans chacun des 145 centres territoriaux (29 000 000 $)

ix. Construire un bâtiment administratif dans chacun des 636 centres sous-territoriaux (secteurs) (19 080 000 $)

X. Construire 1 450 logements pour le personnel administratif local (145 000 000 $)

xi. Construire ou réhabiliter et équiper 788 centres de santé (163 968 000 $)

xii. Construire ou réhabiliter et équiper 1 210 écoles (261 857 000 $)

Dans le cadre de la seconde composante, (17% du budget), les objectifs sont de :

i. Organiser et professionnaliser 500 000 producteurs locaux dans des filières rentables

ii. Fournir aux producteurs locaux 500 000 tonnes de semences et intrants agricoles

iii. Acquérir 4 340 unités d'équipements de production et de transformation

Un autre des objectifs affichés du PDL - l'aménagement et l'équipement, dans chaque territoire, d'au moins quatre exploitations d'environ 75 hectares - (43 000 hectares de terres agricoles au total) - n'est pas chiffré dans le document de programme, mais est vraisemblablement inclus dans les coûts de la composante 2 .

Dans le cadre de la troisième composante (0,3 % du budget), les objectifs sont de fournir, dans chaque province :

i. Formation à la planification et à la gestion du développement

ii. Formation en gestion de projet

iii. Renforcement des capacités en matière de droits de l'homme

Au titre de la quatrième composante, (0,33% du budget), les objectifs sont de :

i. Mettre en place un système de suivi géo-référencé du PDL

ii. Créer et mettre à jour régulièrement des cartes interactives des interventions PDL

iii. Veiller à ce que les informations sur le PDL soient diffusées et partagées

iv. Renforcer les capacités de suivi et d’évaluation des acteurs étatiques au niveau provincial et local

v. Assurer le suivi et l'évaluation à l'aide du système de suivi géoréférencé.

Ces quatre composantes représentent 88 % du coût projeté. La coordination, les communications et le suivi-évaluation devraient représenter 1 % supplémentaire, les coûts des agences d'exécution (PNUD, BCECO, et CFEF) 6 % et les imprévus 5 %.

La théorie du changement derrière ce plan est relativement brève. Elle ‘postule que des interventions soigneusement choisies par les populations locales en milieu rural, visant à améliorer leur accès aux infrastructures et services socio-économiques de base, à promouvoir les économies rurales et locales et à renforcer les capacités des acteurs ruraux et locaux auront les effets induits’, qui sont ‘ralentir à court terme, voire inverser à moyen et long terme, le cycle de la pauvreté multidimensionelle et les inégalités, en déclenchant un cercle vertueux de résilience, d'accumulation de capital humain et de richesses, de solidarité nationale et de cohésion sociale du pays’.

La théorie prédit que ‘la bonne gouvernance, qui a été identifiée comme un accélerateur de transformation socio-économique, sera impulsée par le PDL’. D'autres facteurs d’impulsion de changement mentionnés dans la théorie sont ‘la finance inclusive, les partenariats public/privé et la création d'incubateurs d'entreprises et de chaînes de valeur agro-sylvo-pastorales’. ‘Le ciblage pour la mise en œuvre du PDL-145T priorisera les populations extrêmement pauvres et vulnérables’, indique le plan.

Estimations de coût

Il n'y a pas assez de détails dans le document de programme de 56 pages pour plus qu'un commentaire provisoire sur les objectifs et estimations ci-dessus. Mais ils soulèvent certaines questions.

La fourniture d'intrants agricoles semble être sous-budgétisée. Apparemment, les planificateurs n'ont pas pris de décision concernant les semences et les intrants. À un moment donné, ils écrivent que 500 000 tonnes de semences sélectionnées seront fournies aux producteurs chaque année du programme (c'est-à-dire deux fois). Ailleurs, c'est 500 000 tonnes de semences, ou de semences et d'engrais, ou de semences et d'intrants, sur deux ans. Selon nos calculs, même cette quantité de semences ordinaires obtenues sur les marchés locaux (à supposer qu'elle soit disponible) coûterait bien plus que les 43,5 millions de dollars budgétisés dans le programme, tout comme le même tonnage d'engrais ou d'outils agricoles.

Les estimations pour la réhabilitation et l'entretien des routes suggèrent que les améliorations pourraient ne seront pas durables dans les régions montagneuses et/ou boisées de l'est du Congo, qui sont notre principal objectif ici. Le PDL évalue le coût de la réhabilitation des routes de desserte agricole à 15 000 dollars par km, soit environ 17 700 dollars par km si tous les ponts, bacs et dalots qui devront être construits se trouvent sur les routes qui doivent être réhabilitées, plutôt que simplement entretenues. Ceci est conforme à une estimation de la Banque mondiale de 17 000 dollars par km pour la réhabilitation des routes (dans son programme STEP au Nord-Kivu, 2014-2020), sauf que la Banque mondiale a exclu « tous les ponts importants » de son calcul. La Banque mondiale utilisait des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre pour ce programme, tout comme le PDL, et n'utilisait pas de compacteurs de sol (qui auraient dû traverser des ponts importants).

Des consultants de l'agence de développement britannique DfID ont estimé en 2011 que la réhabilitation des routes dans le Sud-Kivu coûterait environ 40 000 dollars par km (y compris les ponts). Il s'agissait de routes en terre à voie unique de 3 mètres, non entièrement aménagées, nivelées à l'aide de compacteurs. L'expérience montre qu'à moins d'utiliser des compacteurs, toute réhabilitation de routes dans les provinces du Kivu peut être emportée après un ou deux ans, les rendant impraticables.

Les estimations budgétaires du PDL pour la construction de centres de santé et d'écoles pourraient être exaggérées, à moins que l'intention ne soit de construire des centres de santé et des écoles beaucoup plus grands que la norme. Apparamment les planificateurs du PDL estiment le coût moyen de construction et d'équipement d'une école à 257 000 dollars, et le coût moyen de réhabilitation (ou d'achèvement) et d'équipement d'une école à 150 000 dollars. Une étude sur la construction d'écoles en RDC donne des chiffres bien inférieurs. Il cite un guide gouvernemental parrainé par la Banque mondiale (Urbaplan, 2010) qui estime le coût d'un bloc de trois salles de classe d'une durée prévue de 30 ans, construit dans une zone difficile d'accès, à environ 16 500 dollars. Dans une zone urbaine, le coût aurait été moindre. Le "plan intérimaire pour l'éducation" du gouvernement, publié en 2012, supposait que le coût d'une école primaire était de 50 000 $, si elle était construite par une entreprise, ou de 25 000 $ avec le soutien de la communauté. L’étude note que le programme gouvernemental de construction d’écoles lancé la même année supposait un coût beaucoup plus élevé par école, 151 000 dollars, un chiffre que l’auteur de l’étude décrit comme « extrêmement élevé ».

Certains coûts ont augmenté depuis, et le coût de l'équipement scolaire peut évidemment varier considérablement, tout comme la taille de l'école. L'étude note que les écoles relativement peu nombreuses que le gouvernement a construites ont eu tendance à être des projets de « prestige ». Cela soulève également des questions sur la supervision directe des projets de construction d'écoles par le BCECO (une agence d'exécution qui exécutera également le PDL), sans beaucoup de contrôle par les autorités provinciales ou par l'unité des marchés publics du gouvernement.

Des questions similaires pourraient être posées sur la budgétisation des centres de santé dans le PDL. Le coût moyen de la construction et de l'équipement d'un centre de santé est estimé à 218 000 dollars, tandis que la réhabilitation et l'équipement d'un centre sont estimés à 150 000 dollars. Un programme financé par le DfID pour la construction de centres de santé qui était opérationnel en RDC entre 2012 et 2016, proposait initialement un coût moyen pour chaque centre de 40 000 $, en supposant qu'ils seraient construits avec des matériaux facilement remplaçables. Cette hypothèse a été rejetée par le ministère de la Santé et le coût unitaire est passé à 100 000 dollars. Un architecte du projet a déclaré qu'une partie de la raison des coûts plus élevés était l'utilisation de contreplaqué triplex, importé de Chine. La surfacturation pour le ciment, les poignées de porte et d'autres articles aurait également pu être un facteur, a-t-il suggéré.

Après un audit externe, le DfID a pu éviter de payer pour du contreplaqué triplex importé dans les dernières étapes du programme. Commentant le coût de 100 000 $, l'architecte a déclaré qu'il aurait été plus logique d'impliquer les communautés dans le processus de construction, à la fois pour réduire les coûts et pour donner aux communautés une plus grande propriété des centres de santé. La population locale aurait alors pu faire plus pour entretenir les bâtiments, qui tombaient déjà en ruine, a-t-il déclaré. Les communautés locales prenant une part plus active, il a estimé que les bâtiments fonctionnels des centres de santé auraient pu être construits pour 10 000 dollars chacun, la plupart des coûts étant liés aux panneaux solaires. Alors que le budget du PDL pour l'équipement des centres de santé peut également être plus élevé que celui du DfID, les commentaires de l'architecte, et des commentaires similaires qui ont été faits sur de nombreux autres projets d'infrastructure, suggèrent que les coûts de construction devraient être examinés de près.

Contraintes de sécurité

Le document du PDL mentionne une longue liste de risques qui pourraient compromettre la mise en œuvre du programme, notamment la difficulté d'accès à certains territoires, les conflits fonciers, communautaires et armés. Celles-ci ont été des contraintes majeures pour les programmes de stabilisation et de développement, en particulier dans le Nord et le Sud Kivu et en Ituri.

Le risque d'embuscade et d'enlèvement a augmenté pour les voyageurs dans l'est du Congo au cours des dernières années. De nombreux travailleurs humanitaires, même l'ambassadeur d'Italie, ont été victimes, et les responsables du gouvernement de la RDC ne sont pas à l'abri. Ces risques entraînent souvent des retards. Par exemple, un récent programme de 18 millions de dollars destiné à aider les ménages agricoles du Nord-Kivu a constaté qu'il avait fallu près de trois ans pour établir des dialogues avec les communautés touchées. Le gouvernement sera mieux placé pour convoquer des réunions, mais s'il veut que les interventions du PDL dans l'est du Congo aient lieu dans les deux prochaines années et soient « soigneusement choisies par les gens eux-mêmes », ces réunions devront se tenir bientôt.

Dans un certain nombre de cas au cours des dix dernières années, peut-être dans la majorité des cas, les agences d'aide et les ONG qui ont lancé des programmes de développement rural et de stabilisation dans les Kivus ont constaté qu'elles ne pouvaient tout simplement pas travailler dans certaines de leurs zones cibles. Ainsi, le projet Tufaidike (USAID, CARE), qui a été conçu pour être mis en œuvre dans 70 territoires, a été effectivement mis en œuvre dans 15. Le programme RISE (USAID/Mercy Corps) a dû déplacer son attention de certaines parties de Rutshuru vers Beni en raison du conflit. Le Projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix (STEP I et II) de la Banque mondiale a construit des écoles et des centres de santé et réhabilité/entretenu des routes à Beni malgré la violence persistante dans ce territoire, mais la Banque semble avoir abandonné une composante du projet qui visait à financer des subventions de contrepartie aux petites et moyennes entreprises. Cette composante exigeait que les bénéficiaires de subventions du secteur privé remplissent des critères d'éligibilité, ce qui aurait été particulièrement difficile à vérifier dans le territoire de Beni, compte tenu de l'insécurité qui y règne. Le PDL sera confronté à des questions similaires.

Les risques de sécurité se sont souvent traduits par un manque de suivi et d'évaluation. Un cadre supérieur d'une ONG internationale qui n'avait pas pu visiter une zone de projet depuis trois ans a déclaré que, par conséquent, les rapports de projet de cette zone n'étaient pas fiables. Les projets à court terme qui tentent de combler le fossé entre les urgences et le développement sont particulièrement vulnérables aux faux rapports, car il y a moins de temps pour le S&E. Une évaluatrice externe qui a visité une douzaine de projets de deux ans financés par le Fonds commun des Nations Unies dans les Kivus a conclu à la fin de sa mission que personne au siège ne croirait son évaluation car elle était totalement en contradiction avec les rapports de projet réguliers. Il existe une opinion largement répandue dans les cercles des donateurs selon laquelle le S&E d'un programme d'aide devrait représenter au moins 5 % de son budget. Cette proportion a été ramenée à 1 % dans le PDL. Le S&E peut être moins nécessaire en raison du système de suivi géoréférencé que le PNUD met à la disposition du programme. La question évidente est : comment ce système a-t-il fonctionné ailleurs ?

L'insécurité est toujours un risque, bien sûr, une fois qu'un programme est terminé et que tous les rapports ont été rédigés. L'ONG italienne AVSI, spécialisée dans le soutien agricole, a revisité les villages de Walikale et de Masisi deux ans après y avoir achevé des projets et a constaté que des groupes armés avaient dépeuplé les villages, que les étangs piscicoles avaient été vidés et qu'il ne restait plus grand-chose à montrer pour leurs efforts. Une consultante d'Oxfam a déclaré qu'à son avis, les projets agricoles ne valaient pas la peine d'être poursuivis dans le Nord-Kivu car les villageois devaient trop souvent quitter leur domiciles. De nombreux rapports d'ONG sur ce type de projets prédisent que certains « résultats » ne seront pas durables.

Cela n'exclut pas la possibilité d'un développement rural dans des endroits comme Beni, Ituri et Rutshuru. Avec l'aide de l'armée ougandaise, les FARDC pourraient rétablir la sécurité et permettre à de nombreux villageois de regagner leurs foyers en territoire de Beni. Il y a moins de conflits dans la majeure partie du Sud-Kivu, et dans les provinces du Tanganyika et du Haut-Uele, la sécurité s'est améliorée ces dernières années. Mais la sécurité est très inégale dans l'est du Congo, et les planificateurs du PDL devront en tenir compte.

Problèmes fonciers

Presque tous les programmes récents de stabilisation et de développement dans les zones rurales de l'est du Congo ont tenté d'encourager la réconciliation et la cohabitation au sein de communautés divisées et entre communautés rivales. Cela a été considéré comme particulièrement nécessaire pour permettre aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et aux combattants démobilisés de se réintégrer dans leurs communautés. De nombreuses personnes déplacées ne veulent pas retourner dans leurs lieux d'origine parce qu'elles craignent non seulement les combattants, mais aussi les anciens voisins ou même les membres de leur famille, qui ont pris possession de leurs terres. Les dialogues de résolution de conflits ont eu un succès limité pour résoudre ces différends, et le PDL ne propose pas d'organiser encore plus de ces ateliers.

L'accès à la terre reste un problème fondamental pour de nombreuses personnes dans l'est de la RDC, y compris bon nombre des quatre millions de personnes déplacées que compte le pays. En plus d'affecter les moyens de subsistance, l'accès limité à la terre pour ces personnes est également une cause profonde de l'insécurité dans la région. La migration d’agriculteurs vers le « triangle de la mort » dans le territoire de Beni, pour tenter de s'emparer des plantations de cacao, n'est qu'un des signes d'une grave faim de terres dans les territoires les plus densément peuplés de la région.[[2]](#footnote-2) De nombreuses communautés collaborent avec des milices pour accéder à la terre ou pour la refuser à d'autres. Bien qu'il existe encore de vastes étendues de terres non cultivées dans la région, une grande partie est isolée, occupée par des groupes armés ou réservée à des concessionnaires. Les coutumes locales et les rivalités interethniques entravent la migration des personnes vers les terres vacantes, et les gouvernements successifs n'ont pas fait grand-chose pour faciliter cette migration.

Outre l'organisation de dialogues, les agences des Nations Unies, les ONG et les autorités locales ont tenté d'atténuer les conflits fonciers de diverses autres manières. Une approche commune a été d'encourager les agriculteurs de différentes communautés à travailler ensemble, en partageant le produit d'une récolte ou du jeune bétail. Les agences d'aide et les ONG ont également distribué des semences «améliorées» et, occasionnellement, des engrais minéraux, dans l'espoir d'augmenter la productivité, de sorte qu'en théorie, davantage de personnes puissent gagner leur vie là où la terre se fait rare.

Ces approches ont connu un certain succès. De nouvelles variétés de cultures ont été largement adoptées, les potagers se sont répandus dans certains endroits et la recherche suggère une adoption généralisée d'engrais minéraux dans le Sud-Kivu (mais moins dans le Nord-Kivu). Mais alors que la « révolution verte » semble avoir pris son envol au Rwanda, elle peine toujours à gagner du terrain en RDC. Le concepteur du programme d'aide CATALIST, qui a joué un rôle de premier plan dans l'encouragement de l'utilisation des engrais dans les deux pays, attribue le manque d'impact perceptible sur la productivité dans les zones du programme de la RDC principalement à la mauvaise gouvernance, qu'il blâme pour l'insécurité foncière et le manque de soutien aux agriculteurs. Les engrais minéraux ont été adoptés par de nombreux agriculteurs du Nord-Kivu alors qu'ils bénéficiaient d'une subvention aux engrais (payée par CATALIST). Lorsque cela a pris fin, il a été abandonné et la plupart des petits magasins qui avaient stocké de l'engrais ont cessé de le faire.

La distribution gratuite de semences, telle qu'envisagée dans le PDL, a été critiquée par de nombreux chercheurs qui soutiennent que ce n'est pas la bonne façon de soutenir les agriculteurs. Une étude de l’Overseas Development Institute (ODI) du Royaume-Uni critique l’hypothèse utilisée pour justifier les distributions de semences dans les provinces du Kivu : les ménages en déficit alimentaire doivent manquer de semences. L'ODI cite des recherches montrant que la plupart des ménages ruraux du Kivu dépendent du marché pour certains de leurs besoins alimentaires, achètent souvent des semences et peuvent remplacer d'autres cultures si certaines semences manquent. Il affirme également que les semences gratuites (généralement importées) n'étaient souvent pas meilleures que les semences locales, ou arrivaient trop tard pour être plantées. Ces observations étaient fondées sur des preuves datant de près de 20 ans, et depuis lors, les ONG se sont efforcées d'introduire des variétés de semences améliorées. Mais l'argument principal des critiques selon lequel les dons en espèces ou les bons sont un moyen plus rentable de répondre aux besoins en sémences tient probablement toujours. Les distributions en espèces seraient cependant difficiles à justifier dans le contexte du PDL, à moins que le gouvernement ne commence également à distribuer de l'argent aux pauvres des villes (comme le fait la Banque mondiale en RDC).

Récemment, le projet FARM de Mercy Corps au Nord-Kivu a adopté une solution à court terme au problème d'accès à la terre pour plusieurs centaines de personnes déplacées dans la région de Kitchanga en payant un loyer aux concessionnaires en leur nom. Mercy Corps maintient également un fonds de garantie pour assurer l'entreprise de transformation agricole qui achète la production de ces agriculteurs. L'ONG a déclaré que ce niveau de soutien n'est pas durable et qu'une solution politique au problème foncier est nécessaire. Le document PDL ne mentionne pas le problème foncier, sauf comme une contrainte au programme. Peut-être que l'insécurité et les conflits fonciers seront une excuse pour ne pas mettre en œuvre le PDL dans les provinces du Kivu ou en Ituri. Nous dirions, cependant, que certains éléments du PDL pourraient aider à résoudre ces problèmes, comme nous le verrons dans la dernière partie de ce papier.

Besoins locaux

Le document du PDL explique que l'une des raisons d'être du programme est de renforcer les services gouvernementaux dans les 22 nouvelles provinces de la RDC. Cette logique est moins pertinente pour les provinces préexistantes, Nord et Sud Kivu et Maniema, qui n'ont pas été subdivisées lors de la décentralisation de 2016. Ces provinces ont-elles besoin de nouveaux bâtiments pour les quartiers généraux territoriaux ? Au cours des douze dernières années, le programme STAREC (Stabilisation à l'Est du Congo) a financé de nombreux nouveaux bâtiments pour les administrateurs, les commandants de la police et de l'armée et divers autres fonctionnaires, ainsi que des postes de police et des prisons qui sont actuellement sous-utilisés.

Le STAREC et d'autres programmes ont également financé des travaux routiers, de nouvelles écoles et des centres de santé à grande échelle. Les recherches pour le PDL montrent que le Haut-Uele et l'Ituri ont les meilleures routes de desserte agricole du pays, suivis du Nord et du Sud Kivu. Certes, cela ne dit pas grand-chose. Le réseau routier de la RDC est l'un des pires d'Afrique. Mais étant donné que même avec 1,6 milliard de dollars, les planificateurs du PDL ne proposent de réhabiliter qu'environ 60 km de route dans chaque territoire, toutes les personnes impliquées doivent réfléchir sérieusement aux 60 km à privilégier. Dans les Kivus, il serait facile de prioriser les mêmes tronçons de route qui ont été si souvent réhabilités dans le passé, ceux qui reçoivent le plus de trafic (souvent des camions transportant de l'aide). Un examen plus approfondi de l'impact économique de la réhabilitation des routes pourrait suggérer des choix différents. Les travaux routiers dans les Kivus reliant l'arrière-pays aux villes frontalières n'ont pas généré une forte augmentation du trafic d'acheminement des vivres vers ces villes. Au lieu de cela, ils ont peut-être accru la dépendance de l'arrière-pays vis-à-vis des aliments importés et d'autres produits. L'ouverture de tronçons de route plus courts, en utilisant des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre, pour relier les producteurs aux marchés de l'arrière-pays, comme les zones minières, pourrait être une meilleure approche jusqu'à ce que l'agriculture de l'arrière-pays soit plus compétitive.

Le PDL prévoit la construction de 418 centrales électriques, environ trois pour chaque territoire. Un meilleur accès à l'électricité est sans aucun doute une priorité pour toutes les régions de la RDC. C'était le besoin numéro un identifié par le président de la Banque mondiale Jim Young Kim lors de sa visite à Goma en 2013. Les Kivus ont plus accès à l'électricité que toutes les autres provinces à l'exception de Kinshasa, du Haut Katanga et du Lualaba ; des mini-centrales hydroélectriques ont été construites dans tous les territoires du Nord-Kivu, et le Sud-Kivu dispose d'un barrage hydroélectrique qui alimente le réseau national. Le besoin le plus immédiat de petites centrales électriques dans l'est du Congo se situe probablement dans les territoires périphériques du Kivu et dans l'Ituri, le Haut-Uele, le Maniema, la Tshopo et le Tanganyika. Mais les entreprises des grandes villes du Kivu ont toutes besoin d'une électricité moins chère si elles veulent augmenter leur production. Le manque de capacité de transformation agricole est l'une des raisons pour lesquelles les denrées alimentaires importées occupent une large part du marché du Kivu.

Le document PDF décrit les 418 centrales électriques comme étant à la fois mini et micro, et fait référence à la fois à l'énergie solaire et hydroélectrique, bien que l'énergie solaire semble être préférée. La plus grande centrale solaire du Rwanda (le parc solaire d'Agahozo) fournit de l'électricité au réseau national à environ deux fois le prix de l'hydroélectricité, mais le gouvernement rwandais a décidé de payer car le réseau du pays est encore fortement dépendant du diesel, qui est environ 50% plus cher que le solaire, et les centrales solaires peuvent être déployées rapidement. Le parc d'Agahozo a été construit en six mois, alors qu'un projet hydroélectrique typique nécessiterait deux ans de développement.

Il est compréhensible que le solaire soit un choix populaire pour le PDL. À plus long terme, le gouvernement pourrait obtenir un meilleur rapport qualité-prix en promouvant des projets hydroélectriques. Le solaire a un autre avantage, cependant, qu'il peut être déployé presque n'importe où. Il est peut-être mieux adapté à l'est du Congo qu'au reste du pays, car les centrales solaires ont l'inconvénient de mal fonctionner si elles deviennent trop chaudes. (C'est l'une des raisons pour lesquelles la première des centrales solaires à grande échelle d'Afrique, en dehors de l'Afrique du Sud, a été lancée au Rwanda).

En plus d'avoir des infrastructures relativement meilleures, l'est du Congo, en particulier les Kivus, compte également des associations agricoles plus nombreuses et mieux organisées que les autres provinces, à l'exception peut-être du Kongo Central. Le PDL prévoit la mise en place d'environ 1450 coopératives et "groupements d'intérêt économique" en milieu rural. Là où ces types d'organisations existent déjà, le gouvernement se contentera-t-il de payer pour que leur formation soit répétée ? Ou répondra-t-il aux raisons pour lesquelles ces organisations se sont mises en place, au Nord-Kivu notamment, plus tôt qu'ailleurs dans le pays ? Les agriculteurs ont commencé à s'organiser plus tôt dans les Kivus parce qu'ils produisaient plus pour le marché et voulaient des acheteurs garantis et plus de soutien du gouvernement au lieu de taxes punitives. Une loi agricole qui répondait en partie à leurs préoccupations a été adoptée en 2011. Cela aurait réduit les taxes à l'exportation sur les cultures de rente - (actuellement 11 % sur le café au Congo contre 1 % en Ouganda) - ainsi que la multiplicité des autres taxes. et donné aux petits exploitants agricoles plus de droits fonciers. La loi n'est toujours pas appliquée.

Encourager les petits exploitants agricoles à travailler en équipe dans les champs communaux, pour une récompense partagée au moment de la récolte, contribue à stimuler la production, car les agriculteurs se tiennent mutuellement à la tâche. Les associations d'agriculteurs contribuent également à la diffusion de techniques agricoles plus productives. Mais établir la confiance avec les agriculteurs prend du temps, et de nombreuses associations ont déjà investi ce temps, notamment dans les provinces du Kivu. Le PDL propose qu'un certain nombre de coopératives agricoles et de groupements d'intérêt économique soient « mis en place » sur chaque territoire d'ici un an ou deux. Le gouvernement encouragera-t-il la création de groupes d'agriculteurs plus inclusifs - où des gens qui n'ont pas leur propre terre ou qui ne savent pas lire (qui sont des conditions requises pour rejoindre certaines associations d'agriculteurs) peuvent s’adherer? il y a certainement beaucoup de travail a faire pour les agents de développement rural expérimentés dans toutes les provinces de l'est du Congo, et une plus grande partie du budget du PDL pourrait être utilisée de cette manière. Mais ils devraient soutenir un mouvement paysan volontariste plutôt qu'une forme de clientélisme politique. L'accent mis par le PDL sur l'acquisition de machines agricoles comme moteur de transformation soulève le même souci.

.

Promouvoir la production et l'emploi

L'un des principaux objectifs du PDL est de stimuler la production alimentaire, pour le bénéfice de tous. La mécanisation de la production et de la transformation est considérée comme un moyen d'y parvenir. Le PDL envisage l'achat de 4 340 unités de machines, pour la production et la transformation. Il précise que cela reviendrait en moyenne à 29 unités par territoire, chaque unité coûtant en moyenne 50 000 $. La liste complète des machines qu'il prévoit comprend : 12 500 tricycles motorisés (c'est-à-dire des tricycles tracteurs), des chambres froides, des unités de production de biogaz et de biochar, des machines pour la production de pavés, des coupeuses, des éplucheuses et des broyeuses de manioc, des décortiqueuses de riz et d'arachide, des presses mécaniques pour l'arachide moulins à maïs alimentés au pétrole et au diesel. Les prix indiqués sur le site Web d'Alibaba pour les machines de transformation des aliments du type indiqué ci-dessus sont presque tous bien inférieurs à 50 000 dollars, allant de quelques centaines à quelques milliers de dollars. Certaines de ces machines sont produites en Afrique. Reste à savoir si le gouvernement préférera s'approvisionner en Chine. Une marque populaire de tricycle tracteur chinois coûte environ 8 600 $, bien que les frais d'expédition vers le Congo augmentent considérablement ce prix.

Les chercheurs ont critiqué les gouvernements pour avoir distribué des tracteurs dans divers pays africains au motif que les machines n'améliorent pas la productivité des terres, seulement la productivité du travail, et ne peuvent être achetées que par les plus aisés. Les programmes de location de tracteurs ont souvent échoué. Cependant, de nouveaux programmes de location comme Hello Tractor au Nigeria (promu par John Deere) peuvent réussir là où d'autres ont échoué, s'ils sont mieux surveillés via une application mobile. L'utilisation des tracteurs augmente dans l'est du Congo sur les terres plus plates près des grandes villes comme Goma et Beni. Des associations d'agriculteurs ainsi que de riches agriculteurs louent des tracteurs dans le territoire de Rutshuru. Le coût de location d'un tracteur et d'un chauffeur pour labourer un hectare à Rutshuru est d'environ 75 dollars ? ce que de nombreux ménages peuvent se permettre avec leurs revenus provenant d'autres sources.

Il semble que l'utilisation de tracteurs n'ait pas eu jusqu'à présent d'impact négatif sérieux sur la demande de main-d'œuvre dans la plaine densément peuplée de Rutshuru. Les tracteurs ont élargi la superficie labourée et il y a une demande de main-d'œuvre manuelle pour d'autres opérations dans les mêmes champs. Si et quand ces fermes sont complètement mécanisées, il y aura cependant moins de demande de main-d'œuvre, et cet effet peut déjà avoir été ressenti dans d'autres domaines. Les planificateurs du PDL devront examiner attentivement où les tracteurs subventionnés auront l'impact le plus positif sur le développement. Ce n'est peut-être pas là qu'ils ont déjà été adoptés.

Les usines de production de biogaz ou de biochar (une technologie nouvelle et relativement non testée), les chambres froides et tous les types d'équipements agro-industriels sont rares en RDC et l'investissement du gouvernement dans cette technologie devrait donner un coup de pouce bienvenu à l'économie. Le gouvernement a clairement le choix de promouvoir des unités de production et de transformation plus grandes ou plus petites. Il pourrait subventionner l'installation d'usines de biogaz d'un million de dollars ou d'usines de dalles de pavage de plusieurs millions de dollars. Mais tous ces processus de production pourraient également être à plus petite échelle, fournissant plus d'emplois dans plus d'endroits. Il est préoccupant que PDL envisage un coût moyen par unité de 50 000 $, car cela suggère que, dans l'ensemble, la grande échelle est préférée. Le fait que le PNUD (qui a contribué à l'élaboration du plan et sera l'agence d'exécution du programme) ait mis en ligne une vidéo d'une grande machine à éplucher le manioc en fonctionnement dans l'est du Congo est peut-être révélateur de la pensée derrière le PDL. La vidéo montre un homme d'affaires satisfait, un colonel des FARDC à la retraite, commentant que grâce à cette machine, il peut licencier entre 20 et 30 personnes.

Les auteurs du PDL affirment que son soutien aux start-up locales innovantes, et leur incubation par des structures de recherche, généreront plus d'un million d'emplois. Cette prédiction semble optimiste, du moins à court terme. Une étude menée par la Banque mondiale sur trois incubateurs d'entreprises qui opéraient en Afrique depuis 10 à 15 ans a révélé que l'un de ces incubateurs, en Ouganda, n'avait «diplômé» aucune entreprise. Un autre, en Afrique du Sud, comptait plusieurs centaines de clients mais n'a pas indiqué le nombre d'entreprises qu'il avait lancées. La Banque a conclu qu'il n'y avait pas suffisamment d'informations recueillies pour justifier réellement l'incubation.

Cibler les plus pauvres et les plus vulnérables

Le PDL prévoit que 500 000 des ménages les plus pauvres recevront une subvention à la production, choisie par les ménages eux-mêmes à travers un processus consultatif, qui « pourrait signifier l'acquisition d'intrants agricoles et de semences, d'équipements de production et de transformation, de tricycles motorisés et de paires de bœufs avec charrues ou charrettes ».

Les ménages les plus pauvres peuvent ne pas avoir accès à la terre, auquel cas ils ne peuvent pas utiliser les semences, seulement les vendre ou les manger. Les projets d'aide ne donnent normalement pas de semences aux personnes sans terre. Le PDL devra enquêter de manière approfondie sur les « pénuries de semences », car trop souvent, les semences ont été distribuées là où elles n'étaient pas nécessaires. Cela a découragé les multiplicateurs locaux de semences, tout en faisant gagner beaucoup d'argent aux commerçants qui ont souvent fourni du matériel de mauvaise qualité. La réglementation des semences a été mise à jour au Congo (suite à l'effondrement d'un système contrôlé par l'État) pour permettre aux multiplicateurs locaux de semences de faire certifier leur production, mais la procédure est longue, coûteuse et peu fiable, de sorte qu'un marché pour les semences certifiées de haute qualité est lent à se développer.

Les ménages les plus pauvres des Kivus auraient des difficultés à nourrir des paires de bœufs. Il semble donc plus probable que le gouvernement subventionne l'acquisition de ces animaux par des coopératives ou des groupements d'intérêt économique. Cependant, si des jeunes issus de familles pauvres étaient formés pour garder et manier des bœufs pour labourer ou pour tirer des charrettes dans des zones inaccessibles, cela créerait des emplois et serait utile. Ils manquent cette formation. Des bœufs que le gouvernement coréen a donnés à une association du Nord-Kivu ont été affamés et émaciés un an plus tard.

Le labour avec des bœufs a été un succès pour les agriculteurs cultivant du riz irrigué dans la plaine de la Ruzizi, où les ouvriers qui manipulent les bœufs sont généralement des immigrés burundais. Ailleurs au Congo, il y a eu peu d'adoption de la traction animale, qui n'est pas une pratique traditionnelle. Dans la plaine de Mbankana près de Kinshasa, le coût de la location d'une paire de boeufs et d'un conducteur pour labourer un hectare est à peu près le même que pour la location d'un tracteur et d'un conducteur. Les équipes de boeufs pourraient être plus utiles pour le labour et le transport dans des régions plus éloignées.

Quant aux autres soutiens à la production que pourraient recevoir les 500 000 ménages les plus pauvres, ils ne peuvent évidemment pas tous recevoir des machines agro-industrielles d'une valeur moyenne de 50 000 dollars par unité. Le document PDF détaille trois résultats cibles sous la rubrique « équipements de production et de transformation agricoles mis à disposition » : il s'agit de « 4 340 unités de transformation », « 12 500 tricycles motorisés » et « 43 000 hectares aménagés dans les 145 territoires, pour au moins quatre produits ». L'intention est vraisemblablement de subventionner l'achat de ces unités ou tricycles, par des coopératives ou des groupements d'intérêt économique. Peut-être que des subventions de contrepartie pourraient subventionner l'achat de certains de ces articles par des particuliers. Dans les deux cas, le ciblage des bénéficiaires doit être basé sur certains critères convenus.

La difficulté de déterminer et de vérifier ces critères était probablement l'une des raisons pour lesquelles la Banque mondiale aurait abandonné son projet de subventionner les petites et moyennes entreprises du Nord-Kivu avec des subventions de contrepartie dans le cadre du programme STEP. Le PDL devra disposer de certains critères pour les bénéficiaires des équipements subventionnés et de certains critères pour le choix des exploitations communales de 75 hectares qu'il entend promouvoir sur chaque territoire. Les ménages les plus pauvres ne seront pas propriétaires des fermes de 75 hectares et ne pourront même pas y travailler. Qui sera propriétaire de l'équipement subventionné, qui, selon le PDL, sera souvent utilisé pour équiper les exploitations de 75 hectares. La propriété coopérative peut ne pas durer longtemps. Quiconque a enquêté sur l'impact des projets de développement rural en RDC aura entendu des histoires d'équipements donnés à des associations de producteurs - (décortiqueurs de riz, etc.) - étant appropriés par des notables locaux. Un membre du personnel d'Oxfam qui a préféré ne pas être identifié a déclaré que c'est ce qui se passe habituellement.

Le gouvernement a peut-être décidé que c'était inévitable. Le régime précédent distribuait des tracteurs chinois aux notables de province sans susciter de nombreuses plaintes. Ce régime a peut-être décidé de les distribuer aux notables territoriaux. A ce stade, nous ne pouvons que spéculer. Si les vrais propriétaires des fermes de 75 hectares montrent un engagement envers le développement, passant des contrats avec de petits exploitants autour de leurs fermes qui pourraient devenir des cultivateurs sous-traitants, peu importe qui possède les fermes subventionnées. Les tricycles tracteurs pourraient être loués par les petits producteurs, si ceux-ci peuvent se permettre le service. Si la ferme a une capacité de gestion suffisante, elle pourrait intégrer une certaine transformation agricole à un niveau acceptable sur lequel les acheteurs pourraient compter. Cela pourrait être un arrangement gagnant-gagnant pour le grand propriétaire terrien et pour les petits planteurs, et il est fort probable que seuls les propriétaires privés, plutôt que les coopératives, seront en mesure de gérer ces entreprises complexes. Nous dirions qu'il y a une place pour les fermes subventionnées de ce type dans chaque territoire. Trouver le bon endroit est la clé du puzzle.

Une nouvelle approche – Villes nouvelles ?

Dans de nombreuses régions de la RDC, les nouvelles capitales provinciales ont connu peu d'investissements dans les infrastructures modernes depuis l'époque coloniale, et les centres territoriaux de ces provinces ne sont guère plus que des villages. Dans ces zones, il peut être judicieux que le PDL concentre les nouvelles centrales solaires, les forages, les bâtiments administratifs, les écoles et les centres de santé, la réhabilitation des routes, les fermes et les agro-équipements dans et autour de ces centres territoriaux, avec des interventions similaires sur une plus petite échelle dans les secteurs. Dans les « anciennes provinces » plus densément peuplées du Nord et du Sud-Kivu et du Maniema, et peut-être aussi en Ituri, qui ont déjà vu ces investissements, il peut être plus judicieux de cibler les interventions ailleurs. C'est peut-être ce que les planificateurs ont en tête.

Le modèle du PDL consistant à concentrer une « plate-forme » d'infrastructures socio-économiques de base (ferme, route, marché, énergie, puits, bâtiments administratifs, école, centre de santé et commerces) en un seul endroit, équivaut à la création d'une ville nouvelle. Dans les nouvelles provinces, c'est ce que le plan réalisera dans de nombreux endroits où il n'existe à l'heure actuelle guère plus qu'un gros village. Dans les anciennes provinces, il peut être justifié de ne pas ajouter de batiments administratifs là ou ils existent déjà, mais plutôt de construire davantage d’infrastructures économiques susceptible à encourager les gens à s’installer dans les zones à potentiel économique actuellement sous-développés.

Beaucoup de zones minières en sont des exemples évidents. La plupart de ces sites n’ont pas d'activité significative de groupes armés dans leurs environs. C'est le cas de la zone dans un rayon de 100 km du centre de Shabunda au Sud-Kivu, par exemple. D'autres territoires du Sud-Kivu ont également de vastes zones relativement peu peuplées sans présence significative de groupes armés, comme le Maniema. Les endroits à choisir devraient être stratégiquement choisis, sur des routes principales et suffisamment proche de plusieurs sites miniers pour être un pôle d'attraction pour les activités liées à l'exploitation minière.

Le PDL ignore complètement l'exploitation minière, pourtant c'est la véritable industrie de l'est du Congo. Elle s'est développée au cours des dernières décennies dans de nombreuses zones peu peuplées éloignées des centres administratifs de l'époque coloniale. La nourriture et les autres produits de première nécessité peuvent être coûteux dans les sites miniers car ils sont coupés des routes et des marchés et il y a peu d'agriculture locale. Des petites agglomérations stratégiquement choisies, pourraient être dotées de fermes modernes et des terres mises à la disposition des nouveaux venus, aussi bien des originaires du territoire. Au Shabunda, Mwenga, et Maniema la terre pourrait être mise à la disposition des nouveaux venus à des conditions bien plus avantageuses que dans les zones plus densément peuplées proches des villes frontalières, où les sans-terre se sont rassemblés.

Il est peu probable que de nombreux sans-terre du Nord-Kivu veuillent déménager dans une agglomération du Sud-Kivu, mais cette option pourrait leur être proposée, et il existe de nombreuses personnes déplacées au Sud-Kivu pour qui cela pourrait être plus attrayant. Les mineurs laissent souvent leurs femmes et leurs familles derrière eux lorsqu'ils se déplacent pour travailler dans les sites miniers. Une ville en construction, à une journée de marche ou moins des mines, pourrait être une base pour leurs familles. Leurs femmes pouvaient travailler dans l’agriculture, l’elevage, l'agro-industrie ou la pisciculture. Il y aurait aussi beaucoup de travail pour la construction. Il ne devrait y avoir qu'autant de bâtiments administratifs qu'il est absolument nécessaire, pour décourager l'arrivée des collecteurs d'impôts. Mais la police et l'armée devaient être présentes.

Certains des centres de négoce des zones minières se sont peut-être déjà développés de cette manière. S'il y a suffisamment de terrains disponibles autour de ces centres, ils pourraient être des sites appropriés pour de nouvelles villes. Toute réhabilitation de voirie sur le territoire pourrait être concentrée sur l'amélioration des liaisons entre les sites choisies et les sites miniers voisins. Au départ, les routes pouvant accueillir des motos, des vélos et des chukudu pourraient convenir au trafic entre la ville et les sites miniers, en particulier s'il s'agissait de mines d'or. En plus de fournir des services de téléphonie mobile, des technologies de l'information et d'autres technologies modernes, les agglomerations ciblées devraient stocker du matériel minier à petite échelle, notamment des pompes et du matériel de plongée. Les hommes d'affaires désireux d'investir dans cette ligne devraient pouvoir bénéficier de subventions de contrepartie. Une nouvelle ville dotée d'infrastructures modernes, stratégiquement placée à proximité des mines, attirera les marchands de minerais et deviendra un centre local de commerce.

Il vaut la peine de se demander si le gouvernement pourrait envisager d'exiger des investisseurs dans l'exploitation minière locale, dont certains (des propriétaires de dragues, par exemple) échappent actuellement aux taxes applicables, qu'ils investissent dans des entreprises de la nouvelle ville. Une telle exigence ne serait pas sans précédente. Elle a parfois été imposée aux acheteurs importants de minerais et sur les sociétés minières dans les Kasaïs et au Katanga.

La vie serait dure pour les colons des villes nouvelles, ce qui justifierait en partie de les cibler pour des subventions. Les ménages pauvres seraient initialement éligibles aux subventions en espèces, nourriture et semences, mais toute aide de ce type devrait être strictement temporaire. Les fours à briques seraient une priorité car toutes les constructions devraient être faites à partir de matériaux locaux dans la mesure du possible. Avec le temps, nous espérons que les nouvelles villes de l'intérieur attireront un nombre croissant de personnes des zones plus densément peuplées près de la frontière, réduisant ainsi une partie de la pression sur la terre. Ils devraient également encourager les mineurs à dépenser et à investir davantage de leurs revenus localement. Un développement plus équilibré spatialement par le développement de villes nouvelles à l'Est devrait refléter le développement plus équilibré spatialement que le PDL recherche dans tout le pays. En favorisant la prospérité, en réduisant les inégalités et en offrant plus d'opportunités aux marginalisés (y compris les habitants autochtones), les villes nouvelles pourraient également contribuer à réduire les tensions qui encouragent le recrutement des groupes armés.

Ce scénario a été esquissé en pensant au Sud-Kivu. Des sites similaires pourraient être trouvés au Maniema et au Tanganyika, où il y a un grand nombre de personnes déplacées, dont certaines sont venues des Kivus. Il existe également une tendance pour les personnes déplacées à migrer du territoire de Beni vers la province de la Tshopo, où elles gagnent de l'argent dans l'agriculture et en abattant du bois et en brûlant du charbon de bois. Beaucoup reviennent à Beni après quelques années. Les donateurs d'aide seraient réticents à encourager la migration vers la Tshopo en raison du potentiel de déforestation accélérée et de l'effet sur le changement climatique. Cependant, il y aura des dépenses PDL dans la Tshopo. Le programme pourrait encourager une agriculture plus respectueuse du climat dans la Tshopo, comme les plantations de café ombragées, pour lesquelles les migrants de Beni ont l'expertise nécessaire. De nouvelles villes dans la Tshopo et dans le Haut Uele pourraient aider à détourner les colons de la forêt, tout en promouvant une foresterie durable, une agriculture respectueuse du climat et des moyens de subsistance alternatifs.

Trouver des sites pour de nouvelles villes dans le Nord-Kivu serait une entreprise difficile. La zone où de nombreuses personnes déplacées aimeraient s'installer est les pâturages de Masisi, qui appartiennent principalement à de grands concessionnaires. Les tensions foncières et intercommunautaires dans cette zone ont à plusieurs reprises attisé les guerres de la région. Cependant, la zone de pâturage elle-même est relativement calme depuis près de dix ans. Une réforme agraire globale dans cette région pourrait déclencher une répétition de la rébellion de Laurent Nkunda de 2006 à 2009. Mais peut-être qu'un accord pourrait être conclu entre les deux communautés prédominantes dans la région, toutes deux parlant le kinyarwanda ? Peut-être que les Hutu pourraient accepter le retour de certains des Tutsi congolais réfugiés au Rwanda dans une nouvelle ville quelque part dans les pâturages de Masisi, en échange de l'autorisation de créer une nouvelle ville ailleurs dans ces agréables collines ? Les concessionnaires qui souhaitent voir des colonies sur leur propriété pourraient alors devenir propriétaires de terrains urbains de grande valeur. Le PDL mentionne la possibilité de subventions pour les entreprises agro-pastorales. Il existe un grand potentiel pour une production accrue de fromage, de yaourt et de pommes de terre et un élevage plus rentable. Certains concessionnaires sont impatients de voir ce type d'investissement sur leurs terres sous-utilisées. S'il y avait des limites claires et convenues sur les endroits où les nouveaux colons pouvaient cultiver, cela pourrait être une solution gagnant-gagnant.

Nous sommes conscients que les scénarios que nous avons esquissés ne seront probablement pas la première chose qui viendra à l'esprit des gens lorsque le PDL sera soumis à une consultation publique dans chaque territoire. Le public de chaque centre territorial cherchera naturellement des avantages dans sa ville natale, de l'éclairage public, de meilleures routes et de nouvelles entreprises. Mais l'attribution de subventions pourrait provoquer des frustrations tout en gagnant des amis. Les personnes en marge de la société, qui, à notre avis, tireraient le meilleur parti de ce scénario, sont également des électeurs et une circonscription importante. Un gouvernement doit prendre des décisions pour son peuple. Nous espérons que nos suggestions susciteront une discussion et de nouvelles réflexions.

1. Il n'est pas clair si cet élément est toujours dans le programme. Il apparaît dans une liste mais pas dans les autres. La même chose peut être dite de certains autres éléments. [↑](#footnote-ref-1)
2. Comme l’atteste le groupe d’experts de l’ONU sur la RDC [↑](#footnote-ref-2)